

Assurance retraite

Pour nous contacter :

■ Connectez-vous à votre espace personnel sur www.crpcen.fr et utilisez le service «Ma messagerie»

■ Tél. 01 44 90 20 20

DEMANDE DE RETRAITE PROGRESSIVE



DÉCRET N° 90-1215 DU 20 DÉCEMBRE 1990 MODIFIÉ

Cet imprimé est réservé exclusivement aux demandes par voie postale

Votre identité

N° de sécurité sociale -

Nom de famille (nom de naissance)

Nom d'usage (facultatif et s'il y a lieu)

Prénoms (dans l'ordre de l'état civil)

Date de naissance / / Nationalité

Lieu de naissance
Département Commune (pour Paris, Lyon et Marseille précisez l'arrondissement) Pays de naissance

La date d'effet de votre retraite progressive

Date d'effet souhaitée de votre retraite progressive / /

Vos coordonnées

Adresse N° Voie

Complément d'adresse

Code postal Ville Pays

Téléphone

Courriel @

Votre situation de famille

Célibataire Pacsé(e) depuis le / / En concubinage depuis le / /

Si vous êtes ou avez été marié(e), indiquez-nous votre situation :

Marié(e) Divorcé(e) Séparé(e) Veuf(ve)
 / / / /

Votre conjoint(e)

Nom de famille (nom de naissance)

Prénoms (dans l'ordre de l'état civil)

PARTIE RÉSERVÉE À LA CAISSE

Date d'envoi / / Date de la demande d'imprimé / /

Vos enfants et ceux que vous avez élevés (y compris les enfants mort-nés ou décédés)

Mentionnez également les enfants de votre conjoint(e) ou de votre (vos) précédent(s) conjoint(s),
les enfants recueillis, adoptés y compris les enfants décédés

Nom de naissance de l'enfant	Prénom	Lien de parenté (1)	Date de naissance	Date de décès	Période durant laquelle cet enfant a été à votre charge		Interruption / réduction d'activité (2)	Absence d'activité(2)	Handicap ≥ 80 %
					Date de naissance ou d'adoption ou date de début de prise en charge effective	Date de fin de prise en charge			
			/ /	/ /	du / /	au / /	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			/ /	/ /	du / /	au / /	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			/ /	/ /	du / /	au / /	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			/ /	/ /	du / /	au / /	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			/ /	/ /	du / /	au / /	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			/ /	/ /	du / /	au / /	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Si vous manquez de place, complétez cette liste sur papier libre que vous joindrez à votre demande.

- (1) Précisez le lien de parenté : fille/fils, enfant du conjoint, enfant recueilli, adopté...
 (2) Cochez en cas de réduction ou d'interruption d'activité (congés de maternité, de paternité, d'adoption, parental d'éducation, de présence parentale), d'une durée continue d'au moins 2 mois, à l'arrivée ou à la naissance de l'enfant ou en cas d'absence d'activité.

Vous avez rempli vos obligations militaires

Oui Non

Êtes-vous dans l'une des situations suivantes ?

Cochez la ou les cases correspondant à votre situation

- Vous êtes atteint d'une incapacité permanente d'au moins 50 %
 Vous avez exercé une activité professionnelle à l'étranger :

Période	de <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> à <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <small>Année Année</small>	de <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> à <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <small>Année Année</small>
Activité exercée		
Lieu de l'emploi		
Pays		
Votre numéro de cotisant(e)		

Déclaration sur l'honneur

- Je déclare sur l'honneur l'exactitude des renseignements portés sur cette demande.
- Je m'engage à faciliter toute enquête pour les vérifier et à vous faire connaître toute modification de ma situation.
- Je reconnais être informé(e) :
- qu'une vérification de l'exactitude de mes déclarations et de l'authenticité des documents produits à l'appui de ma demande peut être effectuée dans le cadre de l'exercice du droit de communication prévu par les articles L.114-19 à L.114-21 du code de la Sécurité sociale.

Fait à _____ Le / /

Votre signature

Information sur le droit à l'erreur

Dans le cadre de la loi pour un État au service d'une société de confiance, vous bénéficiez du droit à l'erreur⁽¹⁾. Si vous vous êtes trompé, signalez-le nous : nous corrigerons les données concernées. Si vous êtes de bonne foi et que c'est votre première erreur, vous ne serez pas sanctionné. Si cette rectification change le montant des prestations que vous recevez, vous devrez rembourser les éventuelles sommes perçues en trop. En revanche, si vous commettez une fraude ou de fausses déclarations pour obtenir des avantages auxquels vous n'auriez pas droit, vous risquez une amende et/ou une peine d'emprisonnement comme prévu par la loi.

⁽¹⁾ Consultez le site plus.transformation.gouv.fr pour en savoir plus sur le droit à l'erreur.



Conformément au règlement général sur la protection des données 2016/679 et la loi informatique et libertés, vous disposez d'un droit d'accès à vos données personnelles ainsi que le droit de les faire rectifier.

Toute personne qui se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration en vue d'obtenir ou de faire obtenir des avantages est passible d'amende et/ou d'emprisonnement (articles 313-1 à 313-3, 433-19, 441-1 et suivants du code pénal). En outre l'inexactitude, le caractère incomplet des déclarations ou l'absence de déclaration d'un changement de situation dans le but d'obtenir ou de faire obtenir des prestations qui ne sont pas dues, peut faire l'objet de pénalités financières (article L. 114-17 du code de la Sécurité sociale)

Pour en savoir plus sur le traitement de vos données et vos droits, voir le tableau ci-dessous.

Responsable de traitement	La CRPCEN représentée par son directeur, monsieur Olivier MANIETTE
Coordonnées du DPO	CRPCEN - à l'attention du DPO - 5 bis rue de Madrid - 75395 PARIS CEDEX 08
Objet du traitement de données	<ul style="list-style-type: none">■ Finalité(s) : Le présent traitement a pour finalité la mise en œuvre des prestations vieillesse à la CRPCEN■ Base juridique : Loi du 12 juillet 1937 instituant une caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires - Décret n° 90-1 215 du 20 décembre 1990
Catégories et sources des données collectées de manière indirecte	<ul style="list-style-type: none">■ Données de carrière■ Répertoire de gestion des carrières unique (article L. 161-17-1-2 du code de la sécurité sociale)
Destinataires des données	Agents habilités de la Caisse
Durée de conservation des données	5 ans à compter de la date du décès du conjoint survivant
Existence d'une prise de décision automatisée	NON
Sécurité	Politique des systèmes d'information de la CRPCEN - Référentiel général de sécurité créé par l'ordonnance du 8 décembre 2005
Vos droits sur les données vous concernant	<ul style="list-style-type: none">■ Vous disposez pour ce traitement d'un droit :<ul style="list-style-type: none">- d'accès ;- de rectification.■ Ils s'exercent auprès du directeur de la CRPCEN, par courrier à l'adresse suivante : CRPCEN - à l'attention du DPO - 5 bis rue de Madrid - 75395 PARIS CEDEX 08■ Réclamation auprès de la CNIL en cas d'insatisfaction suite à la réponse de la Caisse à adresser à : CNIL - 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07

**Vous venez de remplir votre demande de retraite progressive.
Cet imprimé est réservé exclusivement aux demandes par voie postale.**

Pour que votre dossier soit complet, joignez les pièces justificatives demandées dans la liste ci-jointe.

Justificatifs à joindre à votre demande de retraite progressive

Une omission de pièces justificatives entraînera des délais supplémentaires pour traiter votre demande de retraite progressive.

Pour les documents à joindre, nous vous demandons de nous adresser des photocopies de bonne qualité, ne pas les scotcher, les agraffer, ou les surligner en couleur.

Dans tous les cas

- Votre carte d'identité ou passeport ou toute autre pièce justifiant de votre état civil et de votre nationalité.
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) mentionnant vos codes IBAN et BIC.
- Vos deux derniers avis d'impôt sur le revenu.
- Une copie de votre contrat de travail à temps partiel (en cours d'exécution à la date souhaitée de début de votre retraite progressive) ;
- Une déclaration sur l'honneur attestant que vous n'exercerez aucune autre activité que celle à temps partiel pendant la durée de la retraite progressive ;
- L'attestation de l'employeur selon le modèle ci-joint faisant apparaître la durée du travail à temps complet ou la durée de travail maximale exprimée en jours applicables à votre entreprise ;
- Une copie de votre bulletin de paie du mois précédant la date d'effet de votre retraite progressive (exemple : si date d'effet au 1^{er} juillet, il s'agit du bulletin de paie de juin). Vous pouvez nous l'adresser jusqu'à 15 jours après cette date.

En fonction de votre situation

Vos enfants et ceux que vous avez élevés	
■ Si vous avez déclaré avoir eu ou élevé des enfants	→ Votre livret de famille tenu à jour → Ou un extrait d'acte de naissance pour chaque enfant
■ Si au moment de la naissance des enfants vous exerçiez une activité salariée hors notariat	→ Toute pièce justifiant de la qualité de salarié(e) au moment de la naissance de chacun des enfants (certificat de travail, attestation d'employeur)
■ Pour les enfants recueillis ou adoptés	→ La décision vous confiant l'enfant
■ Pour les enfants du conjoint ■ Pour les enfants en situation de handicap que vous avez élevés	→ Le ou les justificatifs à fournir vous seront précisés dans le cadre du traitement de votre demande
Autres justificatifs	
■ Si vous avez rempli vos obligations militaires	→ Si vous ne l'avez pas déjà adressé : - la copie de votre livret militaire - ou un état signalétique et des services
■ Si vous êtes atteint d'une incapacité permanente d'au moins 50%	→ Tout document justifiant de votre incapacité permanente
■ Si vous résidez en France et êtes de nationalité étrangère (autre que ressortissant de l'Union européenne ⁽¹⁾ , de l'Islande, du Lichtenstein, de la Norvège, de la Suisse ou du Royaume-Uni)	→ Toute pièce justifiant de la régularité de votre séjour, en cours de validité : titre de séjour ou récépissé de votre demande

⁽¹⁾ Liste des pays de l'Union européenne : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède.